L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 1er AVRIL 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10, par semestre, $5, par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $4; par semestre, $2.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paraissent $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paraissent à $2 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paraissent comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paraissent à $20 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenable; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.

Toutes les réclames d'amusements d'affaires paieront 20 cts. par ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses et longues annonces seront présentés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 1er AVRIL.

☞ Pour la fête des mères 3 steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif—à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—

1.—Deux terrains de valeur situés rue Dryades, entre les rues Julia et Olive, Premier District.

2.—Un lot de terre borné par les rues Troisième, Caffarena, Roman et Prieur, Quatrième District.

3.—Quatre terrains formant face à l'Avenue St-Bernard, Troisième District, l'un desquels forme l'angle de la rue Robertson.

4.—Six terrains situés dans la paroisse St-Jacques, en bloc.

Pour détail et les conditions, voir aux annonces.

Grande Vente de Marchandises sèches.—Vu il doit y avoir, aujourd'hui à 10 heures précises, dans leur salle d'encan de la rue de Chartres, No 73, un grand assortiment de marchandises sèches, chaussures et américaines. L'assortiment est très considérable et mérite pleinement l'attention du commerce. La vente est sans réserve.—Voyez l'annonce.

Deux traités.

La télégraphe nous a transmis hier deux nouvelles importantes. L'une est la communication officielle faite au Sénat par le Président des Etats-Unis d'un traité conclu avec la Russie pour la cession par cette puissance de toutes ses possessions en Amérique moyennant sept millions de dollars. L'autre annonce comme un fait probable la cession prochaine à la France par la Hollande du grand duché de Luxembourg.

Il n'est guères dogteux que le Sénat confirme le traité conclu avec la Russie, car indépendamment des avantages matériels que ce traité présente au point de vue politique fédérale, il satisfait les sentiments d'orgueil et d'amour-propre et constitue un acheminement vers l'application de la doctrine Monroe, telle qu'elle est actuellement interprétée. Ainsi, tout le continent de l'Amérique du Nord, à l'exception des possessions anglaises, va appartenir aux Etats-Unis. Sur le Pacifique, la Grande République va compléter par une toute petite étendue de côtes qui va se trouver englobée entre le territoire de Washington et les nouvelles possessions acquises par l'Union. C'est une simple affaire à faire naître de nouvelles complications entre les deux pays et conséquemment de nouveaux dangers pour l'Angleterre. Aussi annonce-t-on déjà de Washington que le ministre anglais a eu de fréquentes communications avec son gouvernement par le câble transatlantique.

Le coup a été d'autant plus sensible pour le gouvernement anglais qu'il était plus inattendu. Le cabinet de Londres doit évidemment se demander ce qui a pu motiver cette cession si complaisamment faite. Ce ne peut être une simple considération d'argent qui a pu déterminer la Russie à abandonner un vaste territoire contenant des mines qu'on dit fort riches et des pêcheries d'une grande importance. Déjà cependant on voit poindre les titres matériels à la reconnaissance de cette république et peut être a-t-elle en vue l'assurance de sa coopération dans ses futures éventualités.

Ce ne sont là que des conjectures, mais en attendant qu'il n'y ait rien de plus qu'une cession à prix d'argent, l'Angleterre ne peut voir d'un bon œil un changement qui va doubler pour elle les périls d'un voisinage dangereux. Les questions de frontières ont toujours été une cause de dissentiments entre les deux pays et ce cas pourrait se multiplier. On peut prévoir, en jetant un coup-d'œil sur la carte, que les possessions russes descendent sur la côte jusqu'au canal Dixon, berdant ainsi les provinces anglaises auxquelles il ne reste d'accès à la mer que par une étendue assez restreinte de côtes.

Le territoire cédé comprend 481,276 milles carrés et une population d'environ 80,000 habitants, dont trois ou quatre mille tout au plus d'origine russe. Le surplus se compose des indigènes des îles, au nombre de dix mille environ et des Esquimaux du continent. Les ressources du pays se composent des mines qui sont bien exploitées, des fourrures et des pêcheries, ressources dont les Américains auront tirer un bon meilleur parti que les Russes.

La cession de l'Amérique russe aux Etats-Unis peut donner lieu à la révision des traités entre les deux puissances contractantes et la Grande Bretagne, pour la délimitation des frontières et pour les droits respectifs de la compagnie russe pour les fourrures et de la grande compagnie anglaise de la baie d'Hudson. Ce nouveau champ ouvert à l'esprit aventureux de la nation américaine va tardera pas à amener un rapide développement de son commerce avec la Chine et le Japon, et par suite à accroître considérablement l'importance de sa marine sur le Pacifique et sur toutes les mers qui baignent les côtes de l'Asie. L'Inde se trouvera ainsi rapprochée des Etats-Unis dont l'influence deviendra bientôt dominante dans ces parages. Telles sont les conséquences qu'un premier et rapide examen de la question permet de tirer du fait que nous a brièvement signalé le télégraphe.

En ce qui touche la vente du duché de Luxembourg à la France, nous n'avons à raisonner que sur une probabilité. Nous nous abstiendrons donc aujourd'hui du tirer des conclusions prématurées sur un événement hypothétique et nous nous contenterons de donner à nos lecteurs quel que éclaircissements sur la question.

Le Luxembourg qui avait été compris parmi les constitués par la France, en 1793 à 1815, avait été rendu à cette époque par le Congrès de Vienne à l'Allemagne comme état de la confédération germanique mais en l'annexant aux Pays-Bas. Après la révolution de 1830 qui sépara la Belgique de la Hollande, il fut un sujet de graves débats entre ces deux pays. Ces débats se terminèrent par le traité d'avril 1839 qui coda toute la partie occidentale comprenant les villes d'Arlon, Neufchateau, Bouillon à la Belgique, et toute la partie orientale, comprenant les villes de Luxembourg, Diekirch, &c., au roi de Hollande. Cette dernière fraction constituait le Grand duché de Luxembourg tel qu'il n'a pas parti intégrante du royaume de Hollande et est une possession particulière du roi, comme le duché de Limbourg, et ces deux duchés faisaient partie de la Confédération germanique récemment dissoute par les armes de la France.

Des discussions se sont élevées depuis entre le roi de Hollande et la France au sujet de l'occupation des forteresses. La France réclamant le droit de tenir garnison dans la forteresse de Luxembourg laquelle ayant succédé aux droits de la Confédération, et cette prétention n'a pas été admise. Ceci ce qui donné à ce sujet le *Memorial diplomatique*.

Aux augmentés de la France les Pays-Bas opposent l'article 16 du traité intervenu entre eux le 8 novembre 1816 et annexé au *recès général* de Francfort du 20 juillet 1819, lequel est ainsi conçu: « La place de Luxembourg devant former de la confédération germanique, et les gouvernements de Prusse et des Pays-Bas ne pouvant en conséquence être censés avoir l'obligation de l'entretenir exclusivement à leurs frais pour la défense commune, la question de son entretien, sous les modifications spécifiées dans les articles précédents, est expressément réservée aux discussions de la diète. » Le roi des Pays-Bas soutient que la place de Luxembourg ayant cessé d'être forteresse fédérale, la France ne saurait plus revendiquer le droit de garnison, qu'elle n'avait exercé qu'au nom et par délégation de la confédération germanique.

Malgré ces réserves, la France ne s'est pas bornée à augmenter le nombre des troupes qu'elle maintient dans la place de Luxembourg; elle a, en outre, mis Sa Majesté néerlandaise en demeure de contribuer à leur entretien, en invoquant ce même article 16 que nous venons de citer. C'est alors que le cabinet de La Haye a cru devoir en appeler aux signataires de l'acte final de Vienne; mais le comte de Bismark, ne voulant pas sans doute se mettre sur les bras une nouvelle complication qui pût devenir très grave, a viré de bord et insinué l'opportunité de laisser la question dans le statu quo, jusqu'à ce que la coalibération allemande du Nord ait décidé si elle consentait à prendre à sa charge les frais de l'occupation de la place de Luxembourg par les Prussiens.

Le différend est donc suspendu d'un commun accord; mais il paraît peu probable qu'il puisse être définitivement vidé sans l'intervention de l'aréopage européen.

Quoiqu'il en soit, la Hollande arme ses forteresses, hâte la transformation de ses flotte et décide à elle consentait à prendre à sa charge les frais de l'occupation de la place de Luxembourg par les Prussiens.

Le différend est donc suspendu d'un commun accord; mais il paraît peu probable qu'il puisse être définitivement vidé sans l'intervention de l'aréopage européen.

Quoiqu'il en soit, la Hollande arme ses forteresses, hâte la transformation de ses flotte et décide à elle consentait à prendre à sa charge les frais de l'occupation de la place de Luxembourg par les Prussiens.

D'un autre côté, nous lisons dans l'*Indépendance belge* du 7 mars ce qui suit :

Le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas vient de déclarer, à l'occasion de la discussion du budget dans la seconde Chambre des Etats-Généraux, que la Prusse n'a fait aucune des démarches dont on a parlé, et que notamment elle n'a pas mis en avant la prétention de démanteler ou de démanteler les forteresses de la Meuse. Toutefois, le ministre est d'avis que, au vue d'éventuelles puissances nouvelles, le pays doit être préparé à tous les sacrifices qu'exige la défense de son intégrité et de son indépendance. Du reste, aucune puissance européenne, suivant la déclaration formelle du ministre, n'a élevé des prétentions que la Hollande pût considérer comme une menace.

Les choses ont, il paraît, marché depuis cette époque. Nous avons publié, il y a quelques jours, deux dépêches transatlantiques que nous croyons utile de reproduire ici :

Berlin, 23 mars.

Le roi de Prusse a réussi à conclure un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Wurtemberg. Un des articles du traité, comme dans les traités avec la Hesse et la Bavière, porte qu'en temps de guerre la Prusse commandera les armées confédérées des deux pays.

La conclusion de ces traités avec Bade, le Wurtemberg et la Hesse-Darmstadt, qui livrent la Prusse les forces militaires de ces trois pays, a vivement excité le mécontentement de la France. On attribue à ce mécontentement les efforts de l'empereur Napoléon pour établir une confédération entre la France, la Belgique, la Hollande et la Suisse, confédération chargée au moins défensivement contre la Prusse.

Bruxelles, 21 mars.

On annonce officiellement que le roi Leopold n'entrera pas dans la confédération proposée avec la France, la Hollande et la Suisse.

Aujourd'hui, le télégraphe transatlantique nous annonce comme probable la vente prochaine du grand-duché de Luxembourg à la France. Ce duché est complètement séparé du royaume de Hollande et constituait en cas de guerre une possession difficile à défendre. Il devait être absorbé soit par la Prusse soit par la France.

Cette nouvelle acquisition de territoire par la France paraît incomplète si elle ne devait pas comprendre la partie du Luxembourg qui appartient à la Belgique, et ceci nous explique le refus de cette dernière puissance d'entrer dans la confédération proposée. Il y a eu dernièrement dans le Luxembourg belge des manifestations françaises qui ont dû être provoquées dans le but de préparer les esprits à une annexion, et un télégramme transatlantique nous informe que des placards hostiles à la Prusse venaient d'être affichés à Luxembourg même, encore occupé par une garnison prussienne. Il est donc probable que la cession annoncée ne sera que le prélude d'un remaniement complet de territoire sur les frontières septentrionales de la France. Y aura-t-il guerre ou laissera-t-on la Prusse s'agrandir encore en Allemagne pour acheter son consentement, c'est ce que l'avenir nous apprendra! La Belgique aura beau recourir à la Grande Bretagne, elle n'en obtiendra que des paroles, la politique anglaise étant de ne pas s'opposer par les armes aux changements qui peuvent survenir en Europe.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Nous avons le regret d'annoncer que, par suite de l'indisposition de madame Cattinari et de M. Bostii, le directeur de la compagnie italienne est obligé de cesser ses représentations.

Comme il n'y aura pas de représentation ce soir, l'administration du théatre prévient les abonnés de lundi que leurs places leur seront réservées pour mardi.

Mardi on donnera la troisième représentation de *La Famille Benoiton*, qui a obtenu un si grand et si légitime succès jeudi et hier.

—On peut obtenir des porcelaines, des cristaux, du plaqué et autres articles de ménage à très bas prix chez Levi, Navra & Co 174 rue du Canal.

ARTICLES DE MÉNAGE. — Nous signalons à l'attention du commerce et des familles l'annonce de l'importante maison Levi & Navra, établie depuis longtemps, rue Poydras, No 171. Cette maison importe et manufacture, à la Nlle-Orléans, une immense quantité d'articles de ménage, tels que: porcelaines, faïence, verrerie, coutellerie, et tout ce qui concerne la fourniture d'une maison. Ils reçoivent aussi des poêles et des fourneaux de cuisine des meilleures manufactures. Ils ont obtenu, à l'exposition de la Louisiane, plusieurs prix pour différents articles faisant partie de ceux qu'ils manufacturent eux mêmes, tels que les articles en tole, vernis, en étain, et leur fameux filtre pour clarifier l'eau du Mississipi.

Nous appelons particulièrement l'attention du commerce et des familles du Second et Troisième Districts sur le nouveau magasin que MM. Levi, Navra & Co viennent d'ouvrir, comme succursale de leur établissement de la rue Poydras. Ce nouveau magasin est situé rue du Canal, No 174, entre les rues Baronne et Philippe, au centre des affaires. On y trouvera un choix considérable de tous les articles énumérés plus haut et établie dans l'annonce, à des prix réduits que ceux de n'importe quelle maison d'importation des Etats-Unis, sans en excepter New York.

—Les familles sont invitées à examiner l'immense assortiment d'articles de ménage contenus dans le nouveau magasin de MM. Levi, Navra & Co, rue du Canal 174. Bon marché et bonne qualité, telle est leur devise.

JOURNAUX. — Nous remercions M. A. Simon de Pouvoi qu'il nous a fait de l'*Indépendance belge* hebdomadaire du 7 mars, de diverses publications spirituelles de Chicago et du "Jewish Messenger" de New York. Son dépot de journaux est rue Baronne, No. 85.

AVIS AUX FUMEURS. — Nous appelons l'attention des amateurs de cigares de la Havane sur les annonces de M. F. A. Gonzales. Il a reçu des cigares frais des célèbres marques La Excepcion et Figaro, et des cigarettes de la Havane qu'il détaille à 15 cents le paquet. Il a 200,000 cigares des meilleures marques à vendre en gros et en détail à ses magasins, 9 rue Carondelet et encoignure Union et Carondelet.

MM. Levi, Navra & Co grands importateurs de porcelaines et articles de ménage, viennent d'ouvrir rue du Canal 174 une succursale importante de leur établissement de la rue Poydras.

L'ITALIEN EN ORIENT.

Nous rapportions hier, d'après la *Presse*, le bruit extrêmement répandu à Paris, que Garibaldi s'apprêtait à jouer du Cid au milieu de la bibliothèque des Grecs. La nouvelle suivante, que nous trouvons dans un autre journal, semble indiquer des préparatifs belliqueux :

Les journaux de Florence annoncent que l'esclandre italienne d'évolutions, sous les ordres du général Bixio, se rendra, vers le milieu du mois, dans les eaux du Levant, afin d'être en mesure de protéger les nationaux italiens partout où ils seraient en danger. Il semble résulter de ces dispositions que le gouvernement italien, assez bien informé de la situation en Orient, y prévoit de prochaines et graves complications. En effet, l'*Italie*, qui approche des régions officielles, prévoit un mouvement général. Mentana, Rome, Bismarck et ce Rattazzi, nous aussi on flirte et on s'emballe. Le gouvernement grec, dit l'*Italie*, a fait savoir qu'il ne pouvait tolérer de telles mesures de violence en continent.

AMÉRIQUE DU SUD. — Pays Bleus dans un carnet de New-York :

A propos de quelques difficultés qui ont surgi entre le ministre brésilienne et le gouvernement de Bogota, les Anglais ont saisi le moment de proclamer Colombie et ont menacé de bombarder Carthagène. Ils ont immédiatement obtenu satisfaction.

De ce marché beaucoup à Panama des mystérieux aidés et venues du vapeur *Matter*, C'est un bâtiment qui fait la navette entre Panama et Liverpool, et qui, à ce qu'on prétend, a fait savoir qu'il ne pouvait tout à fait !

—Parbleu !

—Laissez-moi faire.

Le lendemain une ordonnance étoile-fondue, qui interdisait à toute personne ou dame de consommer dans son cabaret, le moins qu'on puisse présenté quelques garanties de prudence ou de moralité, et qu'elle n'eût, par exemple, l'âge de raison.

Deux jours après, encan cabriolet ne passait dans la rue conduit par une femme. Il n'y avait pas deux tout Paris une Parisienne sans compagnon pour flonfler publiquement une cheveux et pour oser y cela était trente ans.

Incendie du Winter Garden.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis* de 25 mars :

Samedi matin, un incendie désastreux a détruit le théâtre de *Winter Garden*, à New York, et causé des dégâts considérables au *Southern Hotel*, autrefois Lafarge House, dont il formait une dépendance. L'alarme a été donnée à 8 heures 40 minutes par des ouvriers maçonniers, qui ont découvert le feu sous la scène. En un instant les flammes ont envahi tout le théâtre, et il fut évident que rien n'échapperait à la destruction. Les pompiers, accourus en toute hâte, en pénétrèrent dans les caisses et ont commencé à l'inonder; mais ils en ont été bientôt chassés par l'intensité de la chaleur, et ont dû réunir leurs efforts pour préserver l'hôtel et les maisons voisines.

A neuf heures, la conflagration avait pris un développement gigantesque, et présentait un spectacle d'une effroyable grandeur. D'immenses volumes de fumée, chassés et rabattus par un fort vent de N. E. emplissaient Broadway et les rues adjacentes. Tandis que les pompes à vapeur lançaient des torrents d'eau, la police, malade d'un grand nombre de citoyens, et la patrouille de sûreté des compagnies d'assurances, travaillaient activement à déménager l'hôtel ainsi que les maisons menacées, Fremont House, notamment, et les magasins occupant les rez-de-chaussées sur Broadway. Le tout était emporté en bon ordre et sauvé à mesure sur le trottoir de l'autre côté de la rue.

A 9 h. 15 minutes, la toiture du théâtre s'est effondrée avec un terrible fracas, et l'air fut rempli à une énorme hauteur de flammèches, de cendres et de fumée. Ce fut un bouleverser, car le toit de l'hôtel commençait à flamber, et la proximité du foyer principal ne permettait pas d'approcher assez près pour combattre le progrès du feu. Quand l'air s'éclaircit, il devint possible de s'assurer de l'étendue du désastre. Tremont House prenait feu aussi par le toit, mais on réussit à le préserver. Quelques minutes plus tard, le mur de derrière du théâtre s'écroula et écrasa en partie une maison de bois occupée par un barbier.

Depuis ce moment jusqu'à midi, les pompiers ont continué à protéger le voisinage, et à cette dernière heure il n'y avait plus aucune crainte; la scène était terrible, mais elle était inutile. L'hôtel était sauvé, au prix, il est vrai, de grands ennuis et de pertes considérables. Il a reçu un nombre de meubles, de tapis, noyés par l'eau des pompes.

Les pertes sont considérables. Elles peuvent être évaluées en gros, à $250,000. Le théâtre et l'hôtel appartiennent à la succession Lafarge, de même que la plus grande partie du devant et le principal mobilier. La part de dommages à la charge de cette succession peut être d'environ $125,000. Le reste se partage entre les locataires de l'hôtel, d'une part, pour leurs nouveaux aménagements et les augmentations qu'ils ont faites récemment à l'établissement, et d'autre part entre MM. Edwin Booth et W. Stuart, lessataires et directeurs du théâtre de Winter Garden. Sur cette partie, rien n'était assuré; rien n'a été sauvé. Edwin Booth perd une collection de costumes estimée à plus de $20,000, de soixante mille dollars, dit-on, sans parler de divers objets précieux qu'il tenait de son père, de la libéralité duquel il a souvent eu à se louer. Il est en outre de moitié avec M. Stuart dans la propriété de nouveaux décors et des accessoires, livres &c.

Plusieurs artistes ont aussi perdu des objets de valeur, variant de $3,000 à $100. Mme Methua Sichelen, notamment, avait une superbe collection qu'elle était fière à montrer.

On n'a encore aucune opinion arrêtée sur l'origine du feu. M. Booth et M. Stuart l'attribuent à un incendiaire. Ils ont des motifs pour penser qu'il a pu être causé par quelque étincelle provenant de l'incendie de Rome, représenté à la fin de la tragédie de Brutus, jouée la veille, et qui aurait couvé pendant la nuit. Un acteur, M. Leffingwell, affirme avoir senti, pendant la représentation, vers neuf heures, une odeur de chiffons brûlés, que personne n'a voulu reconnaître dans de nombreuses autres occasions que de maintien de l'intégrité de la Porte."

"Disons la vague qui vient de dépositions des divers artistes" le ministre des affaires étrangères russe estime qu'il n'est pas encore à propos de formuler une proposition quelconque; mais il est bien avant tout, c'est de se rendre avec l'Angleterre. "Nous nous félicitons si une entente pouvait s'établir avec la Grande Bretagne."

Dans la dernière dépêche, toujours adressée à l'Angleterre, le gouvernement russe formule son projet : l'autonomie des population chrétiennes de l'Orient. Tout ce que la Russie veut accorder à la Porte c'est une sorte de lien de vassalage.

C'est sur ce terrain que se placait le 22 novembre la prime Gortschakoff, et sur ce terrain "le cabinet de Vienne paraissait vouloir le joindre."

Tels sont les points les plus remarquables de ces importants documents. Un point remarquable aussi, c'est que le nom de la France ou n'y trouve pas même prononcé.

Il est évident, cependant, que ce ne sera pas de gaîté de cœur que le gouvernement français a dû laisser un champ libre à l'action de la Russie. Il a sans doute, en faisant vendre à l'encan toutes les propriétés immobilières de la ville et les faisant vendre à l'encan toutes les propriétés immobilières de la ville et les faisant vendre à l'encan toutes les propriétés immobilières de la ville et les